

POPULATION & SOCIÉTÉS

Après 15 ans de transition, la population de la Russie toujours dans la tourmente

Alain Blum* et Cécile Lefèvre*

La population de la Russie a sensiblement diminué depuis la fin de l'ère soviétique. Le recensement d'octobre 2002 a permis de chiffrer la baisse et d'en examiner les facteurs. En les passant ici en revue, Alain Blum et Cécile Lefèvre s'interrogent sur le rôle des politiques sociales. Les bouleversements depuis 15 ans sont le dernier épisode d'une histoire démographique tourmentée, comme le révèlent les profondes entailles de la pyramide des âges russe.

Le recensement de la Fédération de Russie – le premier depuis l'éclatement de l'URSS – a relancé le débat, très présent à la fin des années Eltsine, sur le déclin de la population (et surtout de sa composante russe), conséquence, selon de nombreuses analyses, de la transformation du système économique et social du pays.

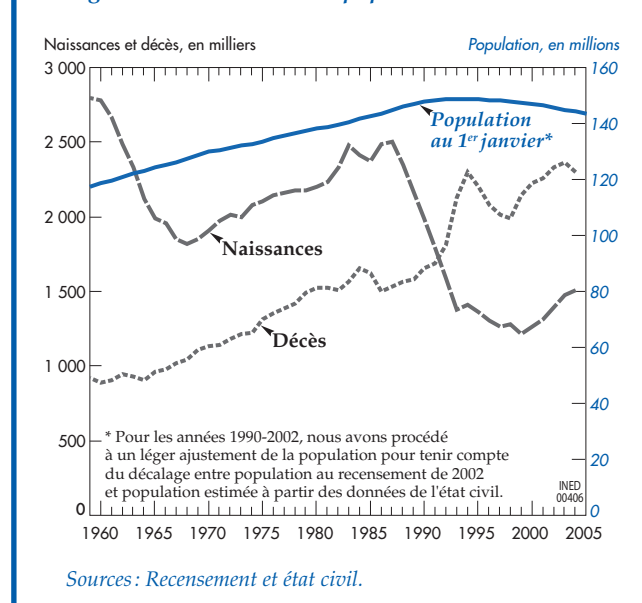
◆ La population diminue et fuit les régions climatiques difficiles

La Russie comptait 147,0 millions d'habitants en 1989, date du dernier recensement soviétique. Au terme du recensement de 2002, la population est chiffrée à 145,2 millions. Elle a donc effectivement baissé mais moins que ne le prévoyait la Direction de la statistique, qui avait calculé que la Russie ne compterait plus que 143,5 millions d'habitants au 1^{er} janvier 2002 (1). Le recensement confirme une diminution de la natalité depuis les années 1980, associée à un déficit des naissances très important par rapport aux décès (figures 1 et 2). Sans les migrations, qui atténuent ce déficit, la population aurait diminué de plus de 7 millions d'habitants entre les deux recensements (tableau 1).

La population a baissé dans toutes les régions, à l'exception du Nord-Caucase, qui a connu un afflux

particulièrement important de réfugiés, et de quelques régions de l'Oural, qui bénéficient d'un retour de la croissance économique et attirent à nouveau une main-d'œuvre ouvrière [1]. La ville de Moscou, qui concentre une grande part de la richesse du pays, connaît aussi une croissance démographique importante. La décroissance est en revanche particulièrement forte en Sibérie et en Extrême-Orient. La région de Magadan a perdu

Figure 1 - Évolution de la population de la Russie



* Institut national d'études démographiques.

(1) En se basant sur l'observation du mouvement naturel (les naissances et les décès, dont l'enregistrement a toujours été correct), et une évaluation du solde migratoire.

Tableau 1 - Composantes de l'évolution de la population de la Russie entre 1989 et 2002 (en millions)

| | |
|-----------------------------------|--------------|
| Population en janvier 1989 | 147,0 |
| Naissances | 20,5 |
| Décès | 27,9 |
| Solde naturel | -7,4 |
| Immigrations | 11,0 |
| Émigrations | 5,4 |
| Solde migratoire | 5,6 |
| Évolution totale | -1,8 |
| Population en octobre 2002 | 145,2 |

Source : Rosstat de la Fédération de Russie : <http://www.perepis2002.ru>

plus de 200 000 habitants sur les 386 000 qu'elle comptait en 1989. Dans la région de la Tchoukotka, à l'extrême Nord-Est de la Russie, la population a diminué d'un tiers en treize ans (100 000 en 2002 contre 157 000 en 1989). Dans de nombreuses régions du grand Nord, où la rigueur des conditions de vie et l'absence de perspectives ne sont plus aujourd'hui compensées par des avantages financiers ou des incitations comme c'était le cas en Union soviétique, on ne compte plus les zones d'habitations désertées et les immeubles vidés aux trois quarts de leurs habitants.

Le recensement souffre cependant d'imperfections. Les résultats concernant la population de Tchétchénie et d'Ingouchétié sont, à l'évidence, considérablement surestimés. Quant à ceux de la ville de Moscou, ils dépassent de plus d'un million les estimations courantes. L'effort fait pour recenser au mieux est incontestable, mais faute de préparation suffisante, la marge de manœuvre laissée aux agents recenseurs a probablement conduit à de nombreux doubles-comptes, et à des décomptes très approximatifs. Les agents recenseurs ont en effet parfois utilisé des listes d'habitants conservées par les organisations de gestion des logements ou ont eu recours aux témoignages de voisins sur des habitants absents de leur logement [2].

Une innovation de ce recensement tient à la publication de résultats sur les étrangers résidant en Fédération de Russie, ainsi qu'à une reformulation des catégories nationales et des groupes ethniques reconnus officiellement [3]. Les chiffres permettent aujourd'hui de distinguer, parmi les ressortissants des États de l'ex-URSS, ceux qui ont adopté la citoyenneté de l'un de ces nouveaux États, de ceux qui ont acquis la citoyenneté russe. Autour de 90 % des ressortissants étrangers sont en effet issus de l'une des onze républiques de l'ex-URSS qui, avec la Russie, forment la Communauté des États indépendants (CEI). Les Azerbaïdjanais et les Arméniens sont particulièrement nombreux parmi eux. Chinois et Vietnamiens constituent les seuls étrangers hors CEI dénombrés de façon significative, quoique leur effectif réel ait probablement été sous-estimé.

◆ Une mortalité extrêmement élevée

Le recensement confirme la situation sanitaire dégradée du pays. La détérioration du système de soins n'est pas récente : à la fin des années 1960, un virage a été manqué pour réorienter la politique sanitaire de la lutte contre les maladies infectieuses vers une politique de prévention des maladies cardio-vasculaires et de prise en charge des maladies chroniques. Les années 1990 ont été marquées par des projets récurrents de réorganisation du système de santé vers davantage de décentralisation et de privatisation. Il est difficile d'en mesurer tous les effets, mais de l'avis des patients, du personnel médical comme des organismes d'assurance maladie, le système actuel souffre d'opacité et sa complexité s'est accrue. La dernière réforme du financement de l'accès aux médicaments pour les personnes âgées et pour les bénéficiaires de l'aide sociale en est un exemple : entrée en vigueur en janvier 2005, elle transfère le financement de l'accès gratuit aux médicaments (2) du Ministère de la protection sociale au Fonds de l'assurance-maladie. Cette mesure peut paraître fondée, mais sa mise en place se traduit par des délais d'obtention des médicaments particulièrement longs. Délais qui poussent une partie de cette population à renoncer à ses droits et à se procurer à ses frais les médicaments.

La baisse de l'espérance de vie (figure 3) a été continue depuis le milieu des années 1960, mis à part quelques retournements temporaires pendant les années Gorbatchev et Eltsine [2] [6]. Et l'État russe ne prend manifestement pas la mesure de la catastrophe. La dégradation a été particulièrement forte chez les hommes qui, en 2003, ont une espérance de vie à la naissance de 59 ans, soit moins qu'en France à la sortie de la Seconde Guerre mondiale. L'augmentation de la mortalité accidentelle des hommes d'âge actif en est une des explications : suicides, accidents de la route et homicides sont nombreux et tiennent en partie à un alcoolisme exceptionnellement fréquent. Du côté des femmes, l'espérance de vie est de 72 ans, soit le niveau atteint en France au milieu des années 1950.

Parmi les pays d'Europe centrale et orientale, la Russie est, avec l'Ukraine [4], l'un des derniers États où l'espérance de vie stagne ou diminue. L'absence de réformes ambitieuses et structurelles, en particulier dans l'accès aux soins ou dans la lutte contre l'alcoolisme (3), en est certainement l'une des raisons.

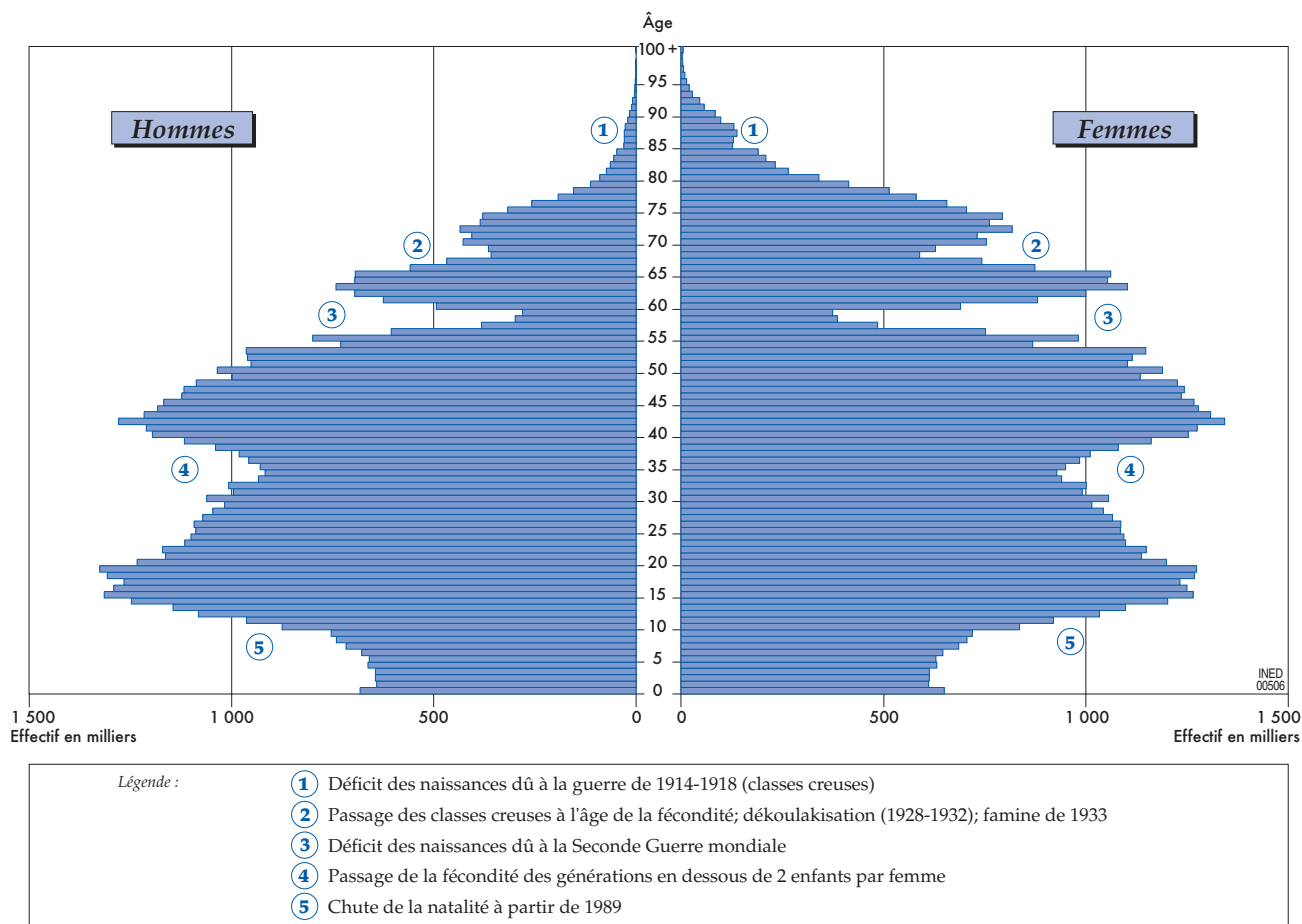
◆ La famille se transforme

La famille s'est transformée très rapidement et les comportements n'ont plus grand-chose à voir avec ceux de la période soviétique [5]. Les dernières années de l'Union soviétique ont vu l'âge au mariage baisser, alors que partout ailleurs en Europe, il avait tendance à

(2) Pour le reste de la population, les médicaments sont payants mais les soins de base gratuits dans les centres publics de santé.

(3) S. Shishkin, T. Bogatova, E. Potapchik, *et al.* (2002), *La médecine gratuite : réalité et perspectives*, Institut Indépendant de Politique Sociale, Moscou, IISP Working Paper Series. WP1/2002/07 216 p. (en russe).

Figure 2 - Pyramide des âges de la Russie en 2002

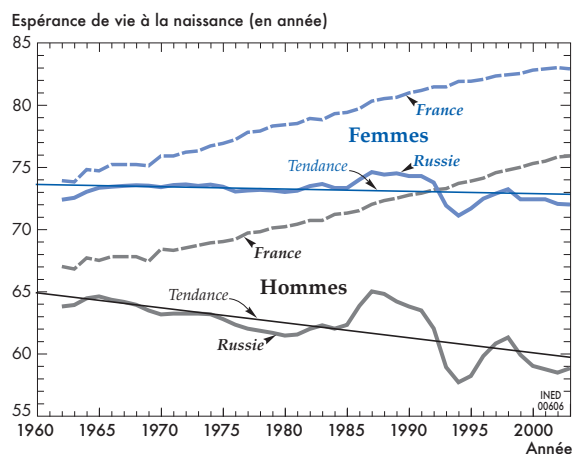


Source : Recensement de 2002.

augmenter. Le mariage précoce, dans un contexte fréquent de cohabitation avec les parents d'un des conjoints, était alors accompagné rapidement d'une première naissance (les jeunes couples pratiquant peu la contraception, et l'avortement n'étant guère préconisé avant la première naissance), couramment suivie d'un divorce [6].

À partir des années 1990, ce modèle disparaît peu à peu. Le temps de la mise en union et celui de la première naissance se décalent. La tendance est renforcée par un allongement de la durée des études, et donc une entrée plus tardive des jeunes sur le marché du travail. Si, selon le recensement de 1989, près d'un tiers des jeunes ayant entre 15 et 19 ans déclarait une activité professionnelle, ils ne sont plus qu'un sur dix en 2002 (4). Tout cela conduit à un retard important du premier mariage, et, consécutivement, de la première naissance. Le mariage, qui était autrefois une des conditions pour l'attribution d'un logement, ne l'est plus, comme il n'est plus l'étape obligée de la prise d'autonomie par rapport au foyer parental et de la première mise en union. Le recensement de 2002 montre l'ampleur du chemin parcouru au cours de la dernière décennie. Alors qu'en 1989, en Russie, près de 80 % des femmes ayant entre 25 et 29 ans étaient mariées ou en couple, elles ne sont plus que 65 % en 2002, 22 % se déclarant célibataires (5).

Figure 3 - Évolution de l'espérance de vie en Russie



Source : Rosstat de la Fédération de Russie.

(4) Ces chiffres ne sont pas directement comparables, en raison d'une modification de la prise en compte de l'activité, mais la différence est suffisamment importante pour témoigner de changements réels.

(5) Le changement de la formulation de la question en 2002 a probablement eu quelques conséquences sur les déclarations. En effet, en 1989, la distinction entre « couple marié » et « couple non marié » n'était pas faite, mais l'usage faisait que la plupart des personnes en couple non mariées se déclaraient mariées. En 2002, la distinction est faite.

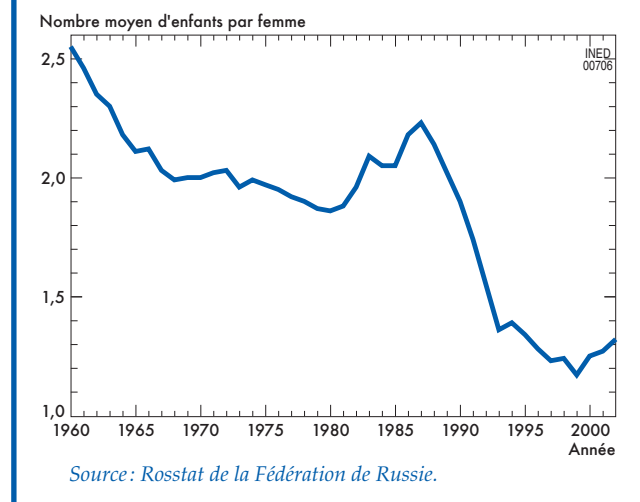
Les tendances de la fécondité confirment ces changements d'attitude: baisse très rapide de la fécondité depuis la fin des années 1980 (de 2,23 enfants par femme en 1987, à 1,32 en 2002) et augmentation de l'âge moyen à la première naissance, auparavant exceptionnellement bas (figure 4). Sans doute, la baisse de la fécondité a été accélérée par un changement rapide des comportements de certaines générations: les couples qui avaient déjà mis au monde des enfants cessent de le faire, d'autant qu'ils avaient anticipé ces naissances sous l'effet des mesures en faveur de la natalité prises au début des années 1980. Les jeunes adultes, en revanche, retardent la constitution de leur famille en différant tant leur mise en couple que la mise au monde d'un premier enfant, conséquence en partie de la détérioration des conditions économiques mais surtout d'une transformation plus profonde de l'attitude vis-à-vis de la famille. Le cumul des deux effets conduit à une chute importante du taux de fécondité et du nombre de naissances (figures 1 et 4). Autre évolution notable, le recours à l'avortement a diminué de moitié entre 1991 et 2002, passant de 3,4 avortements en moyenne par femme au cours d'une vie à 1,8 (6). Le nombre total d'avortements serait lui-même passé de quatre millions en 1990 à 1,9 million en 2002, malgré une augmentation du nombre de femmes en âge de procréer. La diminution du nombre d'avortements et de naissances s'explique par un recours accru à la contraception, l'usage du stérilet, de la pilule et du préservatif s'étant développé.

Une grande partie de ces évolutions tiennent à l'émergence de nouveaux modèles sociaux et familiaux auxquels s'ajoutent, dans les années 1990, les effets de la crise économique et des bouleversements politiques. Avoir un enfant à cette période, et *a fortiori* en avoir plusieurs, était un facteur accru d'insécurité économique et de pauvreté. S'il existe bien un système d'allocations familiales en Russie, il a connu de nombreux avatars depuis 1991 (régionalisation du système en 1994, passage de l'universalité à un critère de ressources en 1998, recentralisation en 2000, mais émergence d'initiatives d'allocations régionales en 2003-2004, etc.). Les allocations, souvent versées avec beaucoup de retard et dont le montant est de toutes façons extrêmement faible, n'ont guère d'effet sur les tendances générales de la fécondité [7] [8].

Ces tendances vont-elles se poursuivre au début du XXI^e siècle? Le nombre de naissances annuelles a d'ores et déjà cessé de diminuer, et ce depuis 2000 (figure 1). Les premières naissances ont par ailleurs de plus en plus souvent lieu hors mariage. La proportion de telles naissances, qui était de 18% en 1993, atteint en 2003 près de 30%, dont la moitié est reconnue par les deux parents, proportion qui croît également. Ce taux n'a rien d'exceptionnel en Europe, mais son augmentation rapide témoigne d'un changement d'attitude vis-à-vis du mariage.

(6) Il s'agit d'un indicateur conjoncturel d'avortement, qui mesure, une année donnée, l'intensité de la pratique.

Figure 4 - Évolution de la fécondité en Russie



Source: Rosstat de la Fédération de Russie.

Les transformations de la nuptialité et de la natalité tiennent donc beaucoup aux transformations de l'environnement social et politique et aux nouvelles contraintes économiques dans lesquelles se constituent ces familles. Elles sont aussi l'expression d'une relation différente des individus au contexte général: moindre attente vis-à-vis de l'État, priorité donnée à l'accès au travail sur la constitution d'une famille. Elles tendent à rapprocher les logiques qui guident les familles russes de celles que l'on peut observer ailleurs en Europe. Il en est différemment de la mortalité subie par les habitants de Russie, qui conserve la trace des tendances engagées après la Seconde Guerre mondiale, et surtout des tendances observées depuis les années 1970, lourdement marquées par une politique de santé et de soins inadéquate.

RÉFÉRENCES

- [1] Denis ECKERT et Laurent JÉGOU - Évolutions récentes de la population de Russie (1979-2002), *Mappemonde*, 2, 2004 (<http://mappemonde.mgm.fr>)
- [2] Marie-Pierre REY, Alain BLUM, Martine MESPOULET, Anne de TINGUY et Gérard WILD - *Les Russes de Gorbatchev à Poutine*, Armand Colin, 2005, 238 p.
- [3] Alain BLUM, Catherine GOUSSEFF et Jean RADVANYI - numéro thématique «Recenser la Russie en 2002», *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 4, 2003
- [4] France MESLÉ, Gilles PISON et Jacques VALLIN - France-Ukraine: des jumeaux démographiques que l'histoire a séparés, *Population & Sociétés*, n° 413, juin 2005, pp. 1-4
- [5] A. VICHNIEVSKI (dir.) - *La modernisation démographique de la Russie, 1900-2000*, Moscou, Novoe Izdatelstvo, 2006, 608 p. (en russe)
- [6] Alain BLUM - *Naître, vivre et mourir en URSS*, Paris, Payot, 2004 (réédition revue et augmentée), 250 p.
- [7] Cécile LEFÈVRE - Enfance, famille et institutions en Russie au cours des années 1990: un aperçu des évolutions récentes, *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 34, n° 22, 2003, pp. 83-108
- [8] Cécile LEFÈVRE - Peut-on parler de politique familiale à l'Est?, *Informations sociales*, 124, *Pays de l'Est: politiques familiales et sociales*, juin 2005, pp. 6-15